

Point de vue

Retrouver la volonté de faire, par Dominique Strauss-Kahn

LE MONDE | 23.08.06 | 13h01 • Mis à jour le 23.08.06 | 13h01

Au cours du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, l'Europe a été la matrice de trois concepts autour desquels se sont organisées les sociétés humaines : la révolution sociale, la nation et le capitalisme. En se déployant à l'est, vers la Russie puis la Chine, la révolution a changé l'histoire du monde. La nation a offert au Sud les instruments de sa structuration politique. Le capitalisme s'est d'abord diffusé à l'Ouest, engendrant la plus grande puissance jamais connue.

La révolution ne semble plus aujourd'hui porter beaucoup de fruits. C'est l'interaction paradoxale entre l'idée de nation et le capitalisme mondialisé qui enfante les principaux défis auxquels notre société sera confrontée au cours de la prochaine décennie.

Le premier de ces défis concerne notre approvisionnement en énergie. L'arrivée de la Chine et de l'Inde sur le marché du pétrole fait flamber les cours : la dépendance du monde à l'égard du Moyen-Orient s'en trouve accrue. Or la géopolitique pétrolière est instable, et nous ne pouvons accepter que notre avenir dépende d'une alternance meurtrière entre les actes terroristes et la répression d'Etat. L'auteur de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine, trouve ici sa vengeance. Qui plus est, la consommation massive d'énergies fossiles a des conséquences environnementales désastreuses. Nous sommes donc aujourd'hui obligés de remettre en cause une conception de l'énergie héritée du siècle passé.

Mais préparons-nous vraiment l'après-pétrole ? Mollement, trop mollement. Faute d'une impulsion politique qui ne peut venir que de la France, l'Europe de l'énergie se fait toujours attendre. Elle est pourtant indispensable à la stabilisation de notre relation énergétique avec la Russie et avec les pays du Maghreb. La préservation de notre avenir énergétique passera à plus long terme par la poursuite sans relâche des économies d'énergie, la démultiplication de l'effort de recherche sur les énergies renouvelables et la domestication du nucléaire. Ces objectifs doivent constituer une priorité majeure de l'action publique, d'autant que le changement de modèle énergétique concerne aussi les Américains qui vont devoir... s'eupéaniser. Si elle sait garder son avance dans ce domaine, l'Europe pourra redevenir un modèle - à condition d'être capable de continuer à produire des richesses, ce qui est loin d'être acquis.

Ce qui a rendu le capitalisme supportable en dépit des inégalités qu'il engendre, c'est qu'il autorisait une production de richesses d'une ampleur inédite. Dans un pays comme le nôtre, l'approfondissement de la mondialisation met à mal cet équilibre. Les délocalisations ont été l'illustration, populaire mais superficielle, de cette mutation. Sous la surface, la réalité n'est pas moins obsédante. A quelles conditions serons-nous capables demain d'assurer la croissance de l'emploi et du pouvoir d'achat, socle de notre pacte social ? Comment dégager un nouveau compromis social ?

La simple prolongation du modèle existant est évidemment vouée à l'échec. Sommes-nous dès lors déterminés à conduire à son terme la seule stratégie gagnante, celle qui repose sur l'économie de la connaissance ? Rien ne le prouve. La descente aux enfers des universités françaises dans la hiérarchie mondiale en témoigne. Le retard accumulé dans le financement

de la recherche publique et les difficultés de celle-ci à travailler avec le secteur privé, pire encore, la forme archaïque d'organisation de notre système universitaire fondé sur une faible autonomie, une faible compétition et de faibles moyens, constituent des causes réelles et profondes qui, si elles ne sont pas rapidement et énergiquement traitées, seront mortelles.

Plus largement, c'est tout notre modèle de développement qui est en cause. *Big Oil, Big Three* : tel a longtemps été le mantra de la croissance américaine. J'ai dit ce qu'il en était du *Big Oil*. Quant aux *Big Three*, les trois principaux constructeurs automobiles, ils font eux aussi partie d'un modèle révolu. Celui qui est devant nous repose principalement sur les services à la personne ; les questions de santé en seront l'un des enjeux essentiels. Ce modèle amène avec lui la biologie comme science dominante, les préoccupations environnementales comme principe de gestion publique, la qualité de la vie comme choix collectif. Je ne prendrai pour le caractériser que deux exemples.

D'abord celui d'une alimentation malsaine et trop riche dont l'épidémie d'obésité qui frappe les Etats-Unis rend les dangers manifestes. Faire évoluer notre alimentation est une question de santé publique ; c'est aussi une stratégie nouvelle pour l'industrie agroalimentaire ; c'est surtout l'annonce d'une nécessaire réorientation de la PAC vers les cultures méditerranéennes. Partant du panier de la ménagère, on aboutit à la réorganisation de l'Union.

Mon second exemple sera celui de la santé au travail. Parce que les drames physiques et mentaux se multiplient dans nombre d'entreprises, la médecine du travail doit devenir une priorité de la santé publique. Il s'agit bien sûr d'accroître le bien-être de chacun d'entre nous, mais aussi de préserver l'avenir de notre système productif : il est exclu d'espérer faire travailler les seniors si l'allongement de la durée de la vie ne s'accompagne pas du maintien d'une condition physique satisfaisante.

La durée de la vie ! Le grand mot est lâché. Jamais notre société n'a connu une telle rupture en si peu de temps ! Ce bouleversement s'enracine dans les progrès de la biologie, reformule les relations entre les générations, menace d'effondrement notre protection sociale. Il pose par ailleurs en termes nouveaux la question de notre démographie et, avec elle, celle de l'immigration. Une France qui vieillit, c'est, à terme, une France qui meurt. Encourager la natalité ne suffira pas à enrayer ce mouvement : sa reprise est lente lorsque la confiance en l'avenir fait défaut. S'il peut alors être utile de favoriser l'adoption, c'est l'immigration qui constitue la solution principale. Il nous faut donc balayer les vieilles craintes aux remugles nauséabonds et concevoir une politique d'immigration positive. Pour cela, il ne faut pas se tromper de problème. Nous n'avons pas trop de chômage parce que nous aurions trop de bras ; nous avons trop peu de croissance parce que notre population ne croît pas assez.

Pour que la pression migratoire reste supportable, il faut néanmoins que le développement du Sud cesse de n'être qu'un sujet de beaux discours. On sait aujourd'hui que l'aide monétaire, souvent mal utilisée, est moins efficace que l'encouragement donné à l'essor de l'éducation et à l'amélioration de la santé. C'est pourquoi les interminables palabres sur les conditions de l'accès des peuples du Sud aux médicaments génériques doivent prendre fin. L'urgence est planétaire. Et elle implique certainement une révision de notre conception de la propriété intellectuelle, déjà bousculée par la civilisation numérique.

Reste l'incertitude la plus lourde : avons-nous la force morale d'aller de l'avant, de refuser le renoncement ? Je le crois, à condition que l'action politique retrouve son sens, à condition que nous nous débarrassions d'un populisme qui nourrit sa domination de nos échecs, à condition

que nous retrouvions le sens du mot démocratie. Or notre démocratie est malade. La faiblesse du contrôle de l'exécutif par le Parlement la gangrène. Quand la pratique des institutions de la V<sup>e</sup> République, qui avaient été conçues pour assurer la domination de l'exécutif, est vertueuse, qu'elle soit de droite ou de gauche, la situation n'est pas trop grave. Mais elle ne l'est pas toujours : le cloaque dans lequel baigne aujourd'hui la démocratie française montre qu'il nous faut changer la donne. Faute de pouvoir revenir sur l'élection du président de la République au suffrage universel, il est indispensable de rééquilibrer les pouvoirs entre ce dernier et l'Assemblée nationale. Quand la République se décompose, quand la démocratie étouffe, c'est la pratique de nos institutions qui doit être radicalement transformée. Le président doit construire le destin de la nation, non se comporter en arbitre irresponsable ; les députés ne doivent pas exercer d'autre mandat afin de consacrer davantage de leur énergie au contrôle de l'exécutif ; la confiance dans une décentralisation dont le sens s'est perdu au cours des années récentes doit être restaurée.

Nous préparer à sortir de siècles d'énergie fossile et en tirer les conséquences géopolitiques, recentrer notre modèle de développement sur la vie des hommes, concentrer notre effort sur la connaissance et repenser les âges de la vie, nous ouvrir aux peuples du Sud en balayant les obstacles auxquels se heurte leur survie, reformuler le contrat démocratique global et local : voilà les travaux qui attendent le prochain président de la République.

Pour réussir face aux nationalismes qui s'exacerbent et au capitalisme qui se dévoie, il aura besoin de l'Europe ; il aura donc besoin de faire l'Europe. C'est à cette condition que chacun de ces défis pourra être commué en un espoir pour une France nouvelle. En cas d'échec, nous prendrions le risque de redonner quelque sens à la révolution.

---

**Dominique Strauss-Kahn**, ancien ministre de l'économie, est député (PS) du Val-d'Oise.